Hélène PAULIAT, dir., *Culture et politiques culturelles en Europe : quelles valeurs à préserver en temps de crise ?*

Limoges, Presses universitaires de Limoges, coll. Europa, 2013, 224 pages

Thomas Marty

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9114>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9114

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2014

Pagination : 380-381

ISBN : 978-2-8143-0209-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Thomas Marty, « Hélène PAULIAT, dir., *Culture et politiques culturelles en Europe : quelles valeurs à préserver en temps de crise ?* », *Questions de communication* [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9114> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9114>

et son contenu. Mais, en définitive, il change d'avis face à une image animée qui lui semble intégrer au mieux son programme esthétique. La mise en mouvement de l'image la projette dans une autre dimension qui suscite une attention toute particulière. La vie au cœur de l'inanimé est d'autant plus surprenante qu'elle en devient précieuse et digne d'être l'objet de regards.

Laurent Jenny conclut brièvement en appuyant sur ce que la conscience esthétique signifie pour lui. Le moment esthétique est enrichi grâce aux souvenirs liés aux émotions artistiques. Le contenu de la pensée n'est ni inerte ni borné. L'aspect dynamique de ce moment lui accorde davantage de valeur. Les deux critères pour l'appréhender sont la force et la forme. Ainsi l'ouvrage est-il un itinéraire intéressant au cœur d'une promenade artistique destinée à mettre en relief l'intérêt du dynamisme en art. L'originalité de ce livre est de montrer qu'il existe en art, comme dans la vie ou dans l'Histoire, des périodes d'immobilisme qui alternent avec des moments plus vivants. La force de l'ouvrage réside dans la grande sensibilité mise en œuvre pour commenter en termes d'émotions personnelles des sensations liées à différents parcours artistiques. Le lecteur est invité à suivre cet esthète en proie aux petites et grandes œuvres d'art. La complicité tient de ce que la sincérité est à la hauteur de la réflexion de nature esthétique. L'auteur propose modestement une relecture de chefs-d'œuvre ou attire notre attention sur des objets que nous n'aurions pas considérés comme artistiques. Ce regard profond et investigateur porte une véritable interrogation sur la nature de l'œuvre d'art. C'est pourquoi cette lecture se révèle essentielle en tant qu'expérience esthétique et utile dans la vision que le spectateur doit se forger. Il faut devenir un témoin actif des œuvres que l'on contemple. Et Laurent Jenny y invite. Il s'agit de vivre en harmonie avec l'art et d'accorder une grande importance, comme Roland Barthes le demande, à la notion de plaisir. Avant d'élaborer une philosophie du spectateur, il suffit de noter la joie qui étreint l'amateur éclairé. Le sculpteur Constantin Brancusi va dans ce sens, lorsqu'il dit : « Ce qui a vraiment un sens dans l'art, c'est la joie. Vous n'avez pas besoin de comprendre. Ce que vous voyez vous rend heureux ? Tout est là » (catalogue de l'exposition de New York 1925). C'est pourquoi le bonheur naît de l'art et sa contagion est nécessaire.

Agnès Felten

CREM, Université de Lorraine, F-54000
agnes.felten@gmail.com

Hélène PAULAT, dir., *Culture et politiques culturelles en Europe : quelles valeurs à préserver en temps de crise ?*
Limoges, Presses universitaires de Limoges, coll. Europa, 2013, 224 p.

Mêlant des interventions d'acteurs, de quelques élus (en introduction), de nombreux fonctionnaires de la culture et de l'enseignement supérieur – notamment une contribution de l'actuel directeur de cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur alors président de l'université de Limoges : le linguiste Jacques Fontanille – et d'observateurs (principalement juristes), le volume fourmille de renseignements sur l'état actuel et sur le devenir de l'articulation des politiques nationales et européennes en matière culturelle. Cette diversité des approches économique, juridique, ou sociologique constitue simultanément l'une des limites de l'ouvrage qui décrit finalement peu les acteurs de la culture mais plutôt leur seul cadre d'action.

Comme le signale d'emblée Benoît Paumier (« Politiques culturelles nationales, politiques culturelles communes ? », pp. 29-39), inspecteur général des Affaires culturelles, il n'existe pas réellement de politique culturelle commune instituée et, le reste de l'ouvrage tend à le prouver, on peut légitimement penser que « l'Europe culturelle n'aura pas lieu » pour paraphraser le titre d'un ouvrage récent sur l'Europe sociale (François Denord, Antoine Schwartz, *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Paris, Éd. Raisons d'agir, 2009). Beaucoup d'initiatives sont reliées à des mouvements de réaction et de défense du patrimoine qui, sur certains aspects, nécessitent une coopération à l'échelle continentale comme dans le cas de la bibliothèque numérique européenne rappelée par Benoît Paumier (p. 31). Compétence d'appui dans le cadre constitutionnel européen (p. 35), le droit supranational de la culture est, de fait, embarqué dans l'aventure de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis les années 90 et si des directives de la Commission européenne existent, elles reposent sur des objectifs d'harmonisation du marché intérieur (articles 114 et 167 du traité sur l'Union européenne) qui ont aménagé, ici ou là, quelques mesures : aides pour le cinéma, prix unique du livre, etc. Certes, l'Europe devant parler à l'unanimité dans les négociations internationales, à l'OMC par exemple, sur ces sujets, elle donne l'impression d'une spécialisation dans ces questions qui prend le relais des États dépourvus de pouvoir en la matière. Or, sur le plan des interventions publiques proprement dit, l'investissement communautaire est faible (François Lafarge, p. 45). L'ensemble du chapitre 2 (« Les politiques publiques culturelles face aux défis économiques et financiers »,

pp. 76-121) approfondit cette question financière. Pour Philippe Chantepie, chef du Département des études, de la prospective et des statistiques au ministère de la Culture et de la Communication, il faut d'abord poser la question du périmètre de ce qui est culture et dépasser l'approche par les industries culturelles que fonde l'UE dans le financement de « ses » programmes, ou dans le co-financement d'ailleurs. Ainsi les crises structurelles (audiovisuel, édition) seraient-elles imputables à des transformations plus larges de la consommation (déclin du besoin de loisirs sur le plan des contenus et émergence du besoin de biens d'équipement comme le note Philippe Chantepie, p. 96). En pratique, parce qu'elle n'intervient qu'en coordonnant des actions nationales pré-existantes (pp. 42, 101) l'UE ne peut qu'orienter certaines tendances : ainsi les aides publiques, qu'elle entend limiter dans l'ensemble, continuent-elles à différencier les États : 38,7 % d'aides directes en France contre 14,6 % en Allemagne par rapport au financement total des activités culturelles (Marie-Christine Steckel-Assouère, p. 107). Ces différences sont l'objet de généralisations dans les études de deux politistes : Jean-François Husson et Lionel Arnaud (« Une analyse sociopolitique du financement de la culture », pp. 115-121 ; « La culture comme facteur de développement ? Cultures et politiques culturelles en France et en Angleterre », pp. 148-153). Ils mettent en avant le rôle des collectivités locales en Europe, un temps considéré comme façon de ressourcer la culture en tant que politique publique autonome. Pour autant, « l'absence de standard minimal de services » (Jean-François Husson, p. 120) a vite rabattu cette ambition en renforçant finalement cette « dé-légitimation » de l'intervention de l'État (Lionel Arnaud, p. 150). Toutefois, on remarquera que les acteurs qui s'expriment lors de la table ronde sur le financement semblent assez aveugles à cette transformation puisqu'ils jugent que la « multiplicité des financements » est source d'indépendance parce qu'elle fait de la culture un vecteur de développement économique (Bruno Ory-Lavollée, directeur général de la société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes – Adami –, p. 135).

À ce stade de la lecture, on s'étonnera de l'absence de références à des travaux importants sur les vocations culturelles qui montrent que l'évolution des métiers (donc d'une forme de structuration de l'offre) influence fortement la réception sociale de la culture (Vincent Dubois, *La culture comme vocation*, Paris, Ed. Raisons d'agir, 2013 ; Pierre-Michel Menger, *Le travail créateur. S'accomplir dans l'incertain*, Paris, Gallimard/Éd. Le Seuil, 2009) et la communication publique

entreprise à son propos. Pourtant, le second intérêt du livre semble être une discussion de la gouvernance de la culture comme inscription sociale d'une politique publique au milieu de pratiques populaires plus larges. Car il est pertinent de lire dans ce volume que les règles de financement ne font pas toute la culture. Envisagées sous le thème de la crise des valeurs qui fondent l'intervention publique (tant dans la diplomatie culturelle – Aline Girard, Bibliothèque nationale de France, « Bibliothèques et coopération numérique » (pp. 166-172) ou Françoise Massart-Pierard, Université catholique de Louvain, « La diplomatie culturelle multilatérale : le rayonnement culturel autrement ? » (pp. 175-184) – que dans la cohésion territoriale), les interventions de la deuxième partie notamment traitent également des objectifs assignés à l'évolution de ces règles de financement qui constituent, tout de même, l'objectif essentiel de ce volume d'actes réunissant principalement des contributions de juristes. Les spécialistes de communication ou de sociologie de la culture trouveront donc là un répertoire utile et analytique de la mise à disposition des moyens (financiers principalement) que génèrent aujourd'hui les politiques culturelles.

Thomas Marty

SAGE, université de Limoges, F-87000
thomarty@hotmail.com

Épistémologie

Christine BARATS, *Manuel d'analyse du web en sciences humaines sociales*.

Paris, A. Colin, coll. U, 2013, 264 p.

L'ouvrage collectif dirigé par Christine Barats (maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris Descartes) se présente comme un manuel destiné aux étudiants qui débutent une recherche et aux chercheurs confirmés qui souhaitent nourrir leur réflexion au sujet du web. Dès l'introduction, il est précisé que, par commodité, le terme « web » sera utilisé de manière générique (p. 5). Toutefois, ce choix est regrettable car il contribue à alimenter l'amalgame qui se fait souvent entre « internet » et « web ». Favorisant une approche pluridisciplinaire qui fait appel aux sciences du langage, aux sciences de l'information et de la communication, à la sociologie et aux sciences politiques, le livre s'organise en trois parties.

Constituée de quatre chapitres et de trois zooms (contributions courtes en fin de chapitre), la première partie, « Web et SHS : questions interdisciplinaires »